

ROYAUME DE BELGIQUE.

— — — — —

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

— — — — —

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président de l'Exécutif de la Communauté française, le 4 mai 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française "relatif au statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux relations internationales", a donné le 22 septembre 1993 l'avis suivant :

Il est renvoyé à l'observation générale, ainsi qu'aux observations relatives au préambule qui ont été faites par la section de législation du Conseil d'Etat dans l'avis L. 22.401/9 qu'elle a donné ce jour sur le projet d'arrêté "relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel du C.G.R.I."

L'arrêté en projet appelle, toutefois, les observations particulières suivantes :

1. L'intitulé doit être rédigé comme suit :

"Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique du Commissariat général aux relations internationales".

2. A l'alinéa 3 du préambule, on écrira, à la fin de l'alinéa : ", notamment les articles 2 et 14", en lieu et place des termes ", modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 10 mai 1989 et 24 octobre 1991".

DV.

- 3 -

L. 22.403/9.

DV.

- 3 -

L. 22.403/9.

La chambre était composée de

Messieurs :	C.-L. CLOSSET,	président de chambre,
	R. ANDERSEN,	conseillers d'Etat,
	J. MESSINNE,	
	J. DE GAVRE,	assesseurs de la
	F. DELPEREE,	section de législation,
Madame :	M. PROOST,	greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Mme BEECKMAN de CRAYLOO, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRESIDENT,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.